



Les grands titres:

- Les perspectives d'un retour aux négociations entre Israéliens et Palestiniens s'éloignent, selon l'ONU
- Syrie : l'Envoyé de l'ONU appelle une nouvelle fois à trouver une solution au conflit
- Coupe d'Afrique des nations 2015 : l'ONU encourage les équipes à respecter le fair-play
- Les hommes doivent prendre part à la lutte pour l'égalité des sexes, affirment des responsables de l'ONU
- L'ONU appelle l'Arabie saoudite à cesser la flagellation d'un blogueur
- Nigéria : l'Envoyé spécial de l'ONU pour l'éducation appelle à condamner unanimement Boko Haram
- Au Honduras, Ban Ki-moon appelle les dirigeants à s'appuyer sur la diversité du pays pour pérenniser les progrès
- Iraq : l'ONU aide des centaines de familles après la reprise d'une ville à l'Etat islamique

Les perspectives d'un retour aux négociations entre Israéliens et Palestiniens s'éloignent, selon l'ONU



15 janvier - Loin d'apaiser le climat de défiance entre Israéliens et Palestiniens, les événements récents réduisent davantage les perspectives d'une reprise des négociations dans un avenir proche, a déploré jeudi le Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires politiques par intérim, Jens Toyberg-Frandzen.

S'exprimant devant les membres du Conseil de sécurité de l'ONU à l'occasion d'une réunion sur la situation au Moyen-Orient, M. Toyberg-Frandzen a pris acte de l'échec du projet de résolution soumis au Conseil le 30 décembre dernier, dont le but était d'obtenir un accord sur la fin de l'occupation israélienne d'ici la fin de 2017.

Outre cet échec, le Sous-Secrétaire général a pointé du doigt, en signe de la détérioration récente des relations entre les parties, la décision d'Israël, le 3 janvier dernier, de geler environ 127 millions de dollars de recettes fiscales perçues au nom de l'Autorité palestinienne pour le mois de décembre 2014. « Nous demandons à Israël de procéder immédiatement au transfert des recettes fiscales », a-t-il déclaré, ajoutant que cette décision est contraire aux obligations du pays en vertu du protocole de Paris des Accords d'Oslo.

« Le Secrétaire général est inquiet de ce que les parties soient désormais engagées dans un cercle vicieux d'actions et de réactions, et invite les deux parties à s'abstenir de toute action susceptible d'exacerber les tensions existantes », a poursuivi M. Toyberg-Frandzen, tout en exhortant la communauté internationale à jouer un rôle plus actif pour promouvoir la solution de deux États et une paix durable.

Après près de cinq mois, a-t-il ajouté, le cessez-le-feu entre Israël et les Palestiniens de Gaza reste « dangereusement fragile ». Outre la situation sécuritaire à Gaza, qui montre des signes de détérioration grave, le Sous-Secrétaire général a mentionné un certain nombre de questions en suspens retardant la reconstruction du territoire.

L'une des questions les plus cruciales, a-t-il indiqué, est le paiement des salaires des employés de Gaza, point sur lequel M.



Toyberg-Frandzen a déploré l'absence notable de progrès.

Le Sous-Secrétaire général a également regretté que les factions palestiniennes ne soient pas parvenues à surmonter leurs divisions et à s'accorder sur une voie à suivre pour le peuple palestinien, constatant que « le gouvernement de consensus national n'a pas encore pris le contrôle des institutions civiles et de la sécurité ainsi que des voies de passage frontalier de Gaza, et il n'y a toujours pas eu de progrès sur la réforme de la fonction publique ». De plus, a-t-il ajouté, la zone est confrontée à des pénuries énergétiques chroniques, rendu plus graves par les conditions hivernales actuelles.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que les donateurs n'ont pas tenu leurs promesses de dons, faites il y a trois mois lors de la conférence du Caire, a regretté M. Toyberg-Frandzen.

« Pendant ce temps, la violence se poursuit dans les territoires occupés, y compris à Jérusalem-Est », a déclaré le Sous-Secrétaire général, ajoutant que 2014 avait été l'année la plus meurtrière depuis 2007 s'agissant du nombre Palestiniens tués par les forces israéliennes, et depuis 2008 concernant le nombre d'Israéliens tués dans des attaques palestiniennes.

Sur la question des colonies, M. Toyberg-Frandzen a condamné les affrontements quotidiens qui continuent d'avoir lieu entre Palestiniens et colons israéliens. « L'ONU réitère son appel aux autorités israéliennes de geler et d'inverser toutes les activités de colonisation dans le territoire occupé », a-t-il déclaré.

Constatant en conclusion que l'évolution actuelle du conflit semble fermer la porte à tout espoir d'un retour aux pourparlers de paix dans l'immédiat, le Sous-Secrétaire général a exhorté « les Palestiniens et les Israéliens à emprunter la voie qui conduit à une solution négociée du conflit sur la base d'une solution des deux Etats afin qu'Israël et la Palestine puissent vivre côte à côte dans la paix et la sécurité ».

Syrie : l'Envoyé de l'ONU appelle une nouvelle fois à trouver une solution au conflit



15 janvier - Alors que le conflit en Syrie est désormais dans sa quatrième année, l'Envoyé de l'ONU pour ce pays, Staffan de Mistura, a appelé jeudi les parties concernées à trouver une solution à cette tragédie qui a ramené le pays 40 ans en arrière.

« Il nous faut une solution mais il n'y a pas encore de solution », a dit M. Mistura lors d'une conférence de presse à Genève.

L'Envoyé de l'ONU a rencontré mercredi le Secrétaire d'Etat américain, John Kerry, et le Ministre iranien des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, jeudi. Il a aussi rencontré récemment à Paris le Ministre russe des affaires étrangères, Serguei Lavrov.

« Ils ont tous convenu que nous avons besoin de faire quelque chose pour éviter que le conflit syrien passe au second plan. Ils ont aussi convenu qu'il fallait que la dynamique pour arriver à une solution politique se produise cette année », a noté Staffan de Mistura, ajoutant qu'il avait entendu la même chose à Damas et dans la région.

« Nous devons nous assurer que ce qui s'est passé en 2014 ne se reproduise pas. Nous avons entendu le même genre d'appels de nous tous, y compris l'ONU, et rien ne s'est véritablement passé », a-t-il ajouté.

Il a rappelé quelques chiffres sur le conflit : 12 millions de personnes dans le besoin, 7,6 millions de déplacés, 3,3 millions de réfugiés, 220.000 personnes tuées, 1 million de personnes blessées.

« La Syrie est maintenant revenue 40 ans en arrière », a souligné l'Envoyé de l'ONU, rappelant que le conflit syrien est la plus grave crise humanitaire depuis la Seconde guerre mondiale. « C'est une véritable tragédie ».

Il a une nouvelle fois appelé à une véritable mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'accès humanitaire, les combattants étrangers et les groupes terroristes.



Il a rappelé la proposition de l'ONU sur un gel des combats à Alep. « Nous avons des discussions intenses avec le gouvernement parce qu'il est le premier impliqué dans la ville d'Alep, et avec les forces de l'opposition concernant ce gel », a-t-il ajouté. « Notre espoir est qu'Alep puisse être un signal de bonne volonté, une mesure de confiance qui pourrait faciliter le redémarrage d'un processus politique avec un horizon clair ».

Coupe d'Afrique des nations 2015 : l'ONU encourage les équipes à respecter le fair-play



Abdoulaye Bathily. Photo ONU/Eskinder Debebe

15 janvier - Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), Abdoulaye Bathily, a encouragé jeudi les joueurs de football à observer le fair-play et à renforcer l'esprit de fraternité lors de la 30^{ième} Coupe d'Afrique des nations (CAN), qui aura lieu du 17 janvier au 8 février 2015 en Guinée équatoriale.

Il a demandé également aux supporters et aux spectateurs de faire preuve de discipline en évitant des actes de violence ou tout débordement pouvant compromettre le bon déroulement de la compétition.

« Le football n'est pas seulement un jeu ou un divertissement, mais aussi un moyen de promouvoir et de diffuser les valeurs telles que l'endurance, la diversité, la solidarité et l'esprit d'équipe ainsi que l'acceptation des règles établies », a expliqué M. Bathily dans un communiqué de presse. « Ce sport populaire permet de bâtir une culture de la tolérance en favorisant la compréhension et le respect mutuel entre des acteurs d'horizons divers ».

« Le football est également un facteur d'unité au service de la paix et du développement », a poursuivi le Représentant spécial, saluant la contribution des fédérations sportives nationales et de la Confédération africaine de football (CAF) dans la lutte contre les fractures sociales et la promotion d'une Afrique positive et dynamique.

M. Bathily a félicité les footballeurs pour leur participation significative et très appréciée dans ces actions citoyennes.

« Nous devons continuer à travailler ensemble pour faire en sorte que le sport en général, et le football en particulier, reste un puissant vecteur de communion, de cohésion sociale, de coexistence pacifique et d'épanouissement ainsi qu'un précieux outil de diplomatie préventive », a indiqué M. Bathily, souhaitant que pendant la CAN 2015, le calme et la paix règnent dans tous les pays pour permettre aux populations de profiter des moments de joie qu'offre cette grande fête du football continental.

Parmi les seize équipes qui y prendront part, cinq appartiennent à la sous-région Afrique centrale couverte par l'UNOCA : le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et la République Démocratique du Congo. Les autres pays qualifiés sont l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Mali, le Sénégal, la Tunisie et la Zambie.

Les hommes doivent prendre part à la lutte pour l'égalité des sexes, affirment des responsables de l'ONU



15 janvier - A l'occasion d'un événement à New York destiné à promouvoir l'égalité des sexes, plusieurs hauts responsables des Nations Unies ont appelé jeudi les hommes à prendre plus activement part à ce combat.

Lancée sous l'impulsion de l'Islande et du Suriname dans le cadre d'une réunion de haut-niveau organisée les 14 et 15 janvier au Siège des Nations Unies, l'initiative « Barbershop Conference » avait pour objectif de changer la façon dont les hommes parlent et expriment leur engagement en faveur de l'égalité des sexes.

A cette occasion, des dignitaires de l'ONU, des hauts responsables internationaux et des experts sur des questions variées étaient encouragés à partager leur propre expérience sur le thème de l'égalité des sexes et à manifester leur engagement en faveur de HeForShe, une campagne de solidarité pour la réduction des inégalités entre hommes et femmes à l'initiative d'ONU-Femmes.

« Cette initiative 'Barbershop Conference' vise à nous remettre en question, pour que nous nous débarrassions de nos clichés et changions nos comportements », a déclaré le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, dans un discours prononcé à cette occasion. « Fondamentalement, il s'agit de faire de l'égalité des sexes une cause aussi bien pour les hommes que pour les femmes ».

« Historiquement, les femmes et les filles ont été les fers de lance de la lutte contre les inégalités entre les sexes », a déclaré le 69^{ème} Président de l'Assemblée générale de l'ONU, Sam Kutesa, également présent à l'évènement. « De plus en plus, cependant, le monde est forcé de reconnaître que pour atteindre l'égalité des sexes, nous avons besoin de la participation active de tous les segments de la société et que les hommes et les garçons ont un rôle crucial à jouer ».

« Comme je l'ai dit lors de l'évènement HeForShe, les vrais hommes ne craignent pas les femmes », a ajouté M. Kutesa. « Si vous voulez être appelé un 'vrai homme', ne tirez pas votre force de l'oppression des femmes ».

« Des zones de conflit à la maison, un très grand nombre de femmes et de filles sont confrontées à des niveaux inacceptables de violences et d'abus », a quant à lui déclaré M. Eliasson, abordant la question de la violence envers les femmes. « Cet affront à la dignité humaine doit prendre fin ».

« Le Secrétaire général, Ban Ki-moon, et moi-même sommes convaincus que ce siècle doit être celui des femmes et des filles », a poursuivi le Vice-Secrétaire général, ajoutant que la proportion de femmes parlementaires dans le monde avait presque doublé en l'espace de deux décennies. « Mais après 20 ans, nous en sommes encore à seulement à 1 femme sur 5 représentants – ce n'est pas suffisant », a-t-il ajouté.

« S'agissant de la représentation politique et de l'autonomisation économique des femmes, il existe encore bien des lacunes dans les dispositions constitutionnelles et législatives actuelles – même si presque tous les pays ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes », a regretté M. Eliasson. « Atteindre cet équilibre suppose que nous – et par nous, je veux dire les hommes – jouions un rôle plus important dans la réalisation de ce changement transformationnel nécessaire ».

L'ONU appelle l'Arabie saoudite à cesser la flagellation d'un blogueur



15 janvier - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a appelé jeudi l'Arabie Saoudite à cesser la flagellation du blogueur Raif Badawi, qui a reçu 50 coups de fouet en public vendredi dernier et devait être fouetté à nouveau vendredi et chaque vendredi jusqu'à ce que sa condamnation à une peine de 1.000 coups de fouet soit entièrement purgée.

« La flagellation est, à mon avis, une forme de châtement cruel et inhumain. Cette peine est interdite par le droit international des droits de l'homme, en particulier la Convention contre la torture, que l'Arabie saoudite a ratifiée », a déclaré M. Zeid. « J'appelle le roi d'Arabie saoudite à exercer son pouvoir de mettre fin à la flagellation publique en pardonnant M. Badawi, et à examiner d'urgence ce type de sanction extrêmement sévère ».

M. Badawi, un blogueur en ligne et militant, a été condamné pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'opinion et d'expression. Il a été condamné à une peine de prison de dix ans, à 1.000 coups de fouet et à une amende de un million de riyals (266.000 dollars).

Le cas de ce blogueur fait partie d'une série de poursuites contre des militants de la société civile en Arabie saoudite. Lundi,

une cour d'appel a confirmé la condamnation de l'avocat de M. Badawi, Waleed Abu Al-Khair, qui est accusé d'avoir offensé le pouvoir judiciaire et d'avoir fondé une organisation non autorisée. La peine de M. Al-Khair est passée de 10 à 15 ans en appel.

Le Comité des Nations Unies contre la torture, qui supervise la Convention contre la torture et les autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, et le Comité des droits de l'homme, qui supervise la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ont à plusieurs reprises exprimé leurs préoccupations concernant l'utilisation de la flagellation par les États et ont appelé à son abolition.

Nigéria : l'Envoyé spécial de l'ONU pour l'éducation appelle à condamner unanimement Boko Haram



Des agences humanitaires apportent de l'aide aux gens déplacés par les violences commises par Boko Haram au Nigéria.

Photo IRIN/Aminu Abubakar

15 janvier - L'Envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation mondiale, Gordon Brown, a déclaré jeudi que le monde devait condamner unanimement le groupe extrémiste Boko Haram et notamment son utilisation de jeunes filles comme kamikazes dans le cadre d'attentats meurtriers.

Vendredi, une bombe attachée au corps d'une écolière a explosé dans le centre de Maiduguri, dans l'Etat de Borno, tuant au moins de 20 personnes. Dimanche, deux jeunes filles ont commis simultanément un attentat suicide sur un marché à Potiskum, dans l'Etat de Yobe, tuant trois personnes et en blessant 40 autres.

« Ces attaques interviennent alors que Boko Haram a choqué le monde avec ces assassinats aveugles d'hommes, de femmes et d'enfants innocents dans les villes de Baga et de Doron Baga. Les victimes incluaient une mère abattue alors qu'elle accouchait. Cette femme et son nouveau-né sont morts », a dit M. Brown.

« Le monde entier doit condamner unanimement les actes barbares de Boko Haram », a ajouté l'Envoyé spécial des Nations Unies. « En violation du droit international, les enfants sont maintenant attaqués par Boko Haram, ils sont exploités comme esclaves et objets sexuels et déployés comme kamikazes ».

Selon Gordon Brown, à l'approche du premier anniversaire de l'enlèvement de plus de 200 jeunes filles de leur lycée à Chibok, il faut faire plus contre Boko Haram et faire en sorte que les enfants soient mieux protégés en soutenant l'initiative du Président du Nigéria, Goodluck Jonathan, sur la protection des écoles.

Au Honduras, Ban Ki-moon appelle les dirigeants à s'appuyer sur la diversité du pays pour pérenniser les progrès



15 janvier - A l'occasion de sa première visite au Honduras, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a exhorté mercredi soir le Parlement hondurien à prendre appui sur la grande diversité de sa population et à emprunter la voie du développement durable, alors que ce pays d'Amérique centrale entreprend des réformes pour lutter contre la pauvreté, l'inégalité et l'insécurité.

« Je suis venu dans votre pays porteur d'un message d'espoir fort : je suis solidaire du peuple du Honduras », a déclaré M. Ban dans une allocution prononcée au Congrès hondurien à Tegucigalpa, la capitale du pays, appelant notamment les législateurs à faire de leur enceinte un « espace de consensus ».

« En tant que représentants, vous êtes les détenteurs de l'espoir de votre peuple. En tant que législateurs, vous traduisez ses aspirations en politiques publiques. En tant que leaders, vous êtes responsable des résultats », a-t-il ajouté. Bien que le pays semble être sorti des troubles politiques récents dont il faisait l'objet et accomplisse désormais des progrès substantiels pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), la pauvreté, les inégalités, la violence en bande

organisée, l'insécurité et l'impunité demeurent des obstacles significatifs, a nuancé le chef de l'ONU.

À l'heure actuelle, a précisé M. Ban, les deux tiers des Honduriens vivent encore en dessous du seuil de pauvreté et un tiers seulement des jeunes terminent leurs études secondaires. En outre, le pays est parmi les plus vulnérables du monde aux catastrophes naturelles et aux impacts du changement climatique, a-t-il ajouté. Quant aux possibilités d'accès à des emplois décentes, elles restent rares, contraignant de nombreux Honduriens à l'exil pour trouver de meilleures conditions de vie ailleurs, a dit le Secrétaire général.

Ces obstacles au progrès sont à l'origine du flux migratoire de mineurs non accompagnés, qui entreprennent des voyages périlleux, notamment à destination des Etats-Unis, durant lesquels ils sont souvent victimes d'abus et d'exploitation.

« Quoi qu'il advienne, la dignité et les droits de l'homme doivent être protégés », a déclaré le Secrétaire général, en soulignant que l'ONU était prête à soutenir les efforts du pays pour améliorer la sécurité, notamment via l'échange de bonnes pratiques sur la prévention de la violence et de la criminalité ainsi que sur la réinsertion sociale des délinquants et le renforcement des institutions.

Le chef de l'ONU avait entamé sa visite au Honduras plus tôt dans la journée par une rencontre avec le Président Juan Orlando Hernandez-Alvarado, durant laquelle M. Ban avait fait part de ses préoccupations concernant la situation sécuritaire et des droits humains dans le pays. Le Secrétaire général s'était également félicité à cette occasion de la volonté du gouvernement de renforcer ses relations avec les Nations Unies via l'ouverture d'un bureau local du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, avant de prendre le chemin du Congrès pour prononcer son discours, suite auquel les parlementaires lui ont remis la plus haute distinction du pays, la Gran Cruz Extraordinaria con Placa de Oro.

Judi, le Secrétaire général a eu une série de réunions avec des hauts fonctionnaires honduriens et des représentants de la société civile, avant de se rendre dans la ville de Copán Ruinas, inscrite au patrimoine mondial par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Plus tard dans la journée, M. Ban a quitté le Honduras pour se rendre au Salvador, où il doit assister vendredi à la 23ième cérémonie de commémoration des accords de paix ayant mis fin à la guerre civile dans le pays.

Iraq : l'ONU aide des centaines de familles après la reprise d'une ville à l'Etat islamique



15 janvier - Alors qu'avec l'hiver la situation des déplacés s'aggrave en Iraq, l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires s'emploient à répondre aux besoins de centaines de familles déplacées par les combats dans l'ancienne ville assiégée de Dhoulouiya, au nord de Bagdad.

« Nous travaillons étroitement avec les autorités locales et les partenaires pour faire en sorte qu'une aide arrive à ceux dans le besoin », a déclaré le Coordonnateur humanitaire des Nations Unies en Iraq par intérim, Neill Wright.

En décembre, les forces gouvernementales iraqiennes ont repris Dhoulouiya, dans le gouvernorat de Salah al-Din, aux combattants de l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIL) qui ont contrôlé de grandes parties de la région au cours des six derniers mois.

Quelque 380 maisons ont été détruites dans Dhoulouiya, entraînant le déplacement de centaines de familles. Certaines familles ont rejoint des proches, tandis que d'autres ont trouvé refuge dans des bâtiments inachevés ou dans des jardins.

Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), on estime que 1.200 familles ont besoin d'un soutien immédiat, qu'il s'agisse de nourriture, d'abris ou de fournitures médicales. La majorité d'entre elles sont originaires de Dhoulouiya et d'autres sont des déplacés du district d'Al-Alam.

« Ce que nous savons à ce stade, c'est que les familles déplacées vivent dans des conditions extrêmement difficiles, manquant des services les plus élémentaires. Notre priorité est maintenant de faire en sorte qu'une aide d'urgence arrive aux plus vulnérables, en particulier à ceux qui sont les plus exposés », a déclaré M. Wright.

Au cours de la semaine passée, le Programme alimentaire mondial (PAM), en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a distribué des rations alimentaires pour trois jours à 500 familles par l'intermédiaire des autorités locales. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a distribué des articles de secours, notamment des couvertures, des jerrycans et des kits d'hygiène avec l'ONG Muslim Aid. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a envoyé quant à elle des fournitures médicales au centre de santé local, en quantités suffisantes pour 5.000 personnes pendant trois mois.